



Extrait du registre
des délibérations du
conseil municipal de
la Ville de Loupian

N° 3115

Conseillers en exercice : 19
Présents ou représentés : 14
Absents : 5

Séance publique du mardi 13 septembre 2022

L'an deux mille vingt deux, et le mardi 13 du mois de septembre 2022 à 18 heures et 30 minutes, s'est tenue une séance publique ordinaire du conseil municipal, dont il avait été opéré à la convocation de ses membres et à l'affichage public à la porte de l'Hôtel de Ville dès le 08 du mois de septembre, sous la présidence d'Alain VIDAL, Maire.

Secrétaire de séance : Julie JEANJEAN

Présents : Alain VIDAL, Ghislaine SABORIT, Bernard VIDAL, Céline MULET, Pascal MUSENGER, Julie JEANJEAN, Claire TURREL, Jeannette ROUZIERE VIDAL, Francis PELAYO, Stéphanie GINESTET (dix présents)

Procurat ion(s) : Pauline MARTIN à Ghislaine SABORIT, David BLANCHARD à Bernard VIDAL, Fanny GARRIGUES à Jeannette ROUZIERE VIDAL, Philippe BRUNEAU à Alain VIDAL (quatre procurations)

Absent(s) : Laurent GIBERT, Grégory DUCCELLIER, Nicolas CHARBONNIER, Carine LETALLE, André GENNA (cinq absents)

Institution de la Taxe d'Aménagement, fixation du taux

Vu l'article L. 331-1 du code de l'urbanisme,

Vu les articles 1635 quater A et suivants du code général des impôts,

Vu l'ordonnance n°2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,

Vu le décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021 pris pour l'application des articles L. 331-14 et L. 331-15 du code de l'urbanisme,

Considérant qu'il convient d'instaurer la taxe d'aménagement,

Considérant qu'il convient de fixer le taux de la taxe d'aménagement,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Monsieur le Maire et, après en avoir délibéré,

DÉCIDE à l'unanimité d'instituer la taxe d'aménagement,

DÉCIDE à l'unanimité de fixer le taux de la taxe d'aménagement à 5 % sur le territoire de Loupian,

AUTORISE à l'unanimité Monsieur le Maire à passer et à signer tous les documents se rapportant à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Monsieur le Maire,



Alain VIDAL

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr